



NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE

UN. LIBRARY

23 JAN 1956



Distr.  
LIMITEE

T/COM.2/L.36  
21 novembre 1956  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DU DR. HEINZ LANGGUTH  
CONCERNANT LE TANACANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Dr. HEINZ LANGGUTH  
Avocat

Hambourg L., Rathausmarkt, Fölsch-Block  
Eingang Plan I. Stock

Le 10 novembre 1956

Lettre recommandée

Au Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations Unies

(A l'attention de M. H.A. Wieschoff, Directeur par intérim de la Division de tutelle)

New-York (Etats-Unis)

Objet : Pétitions de citoyens de Dantzig

Werner (T/PET.2/194/Add.1, 2 et 3)  
von Heyer (T/COM.2/L.28)  
von Prince (T/PET.2/199)  
von Prince et von Lekow (T/PET.2/200)  
von Gebhardt (T/PET.2/201)

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une communication relative aux affaires susmentionnées. Je vous prie de bien vouloir transmettre cette communication aux membres du Conseil de tutelle, conformément à l'article 85 du règlement intérieur du Conseil.

Veuillez agréer, etc.

Signé : H. Langguth

Pièces jointes

Dr HEINZ LANGGUTH  
Avocat

Hambourg L., Rathausmarkt. Fölsch-Block  
Eingang Plan I. Stock

Le 10 novembre 1956

Lettre recommandée

Au Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations Unies,  
New-York (Etats-Unis)

Objet : Pétitions de citoyens de Dantzig

Werner (T/PET.2/194/Add.1, 2 et 3)  
von Heyer (T/COM.2/L.28)  
von Prince (T/PET.2/199)  
von Prince et von Lekow (T/PET.2/200)  
von Gebhardt (T/PET.2/201)

Je me permets de vous présenter ci-après, sous forme de résumé, des renseignements concernant les pétitions susmentionnées, émanant de citoyens de Dantzig, à la suite de l'examen de l'affaire Werner par le Comité permanent des pétitions lors de sa 335ème séance.

1. Lorsque le Comité permanent des pétitions s'est occupé du cas de feu Otto Werner - EXAMEN DES PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA (T/C.2/L.190) - M. Grattan-Bellew, Représentant spécial de l'Autorité administrante pour le Territoire sous tutelle du Tanganyika, a fait observer que les biens de M. Werner avaient été confiés au Séquestre des biens ennemis en 1939, l'intéressé, depuis lors décédé, se trouvant en territoire ennemi à la déclaration de la guerre (p.6 du compte rendu analytique).

Il est indiqué dans une autre partie du dossier de l'affaire que feu Otto Werner se trouvait temporairement en Allemagne pour y suivre un traitement médical et qu'il n'était donc pas devenu résident d'un territoire ennemi.

Quant aux autres pétitionnaires susmentionnés, von Heyer, von Prince, von Lekow et von Gebhardt, ils étaient au Tanganyika à la déclaration de la deuxième guerre mondiale. Il est certain qu'aucun d'entre eux n'était résident d'un territoire ennemi. D'autre part, le Gouvernement du Tanganyika savait parfaitement que les pétitionnaires en question résidaient dans le Territoire du Tanganyika à la date du 3 septembre 1939 (Ordinance Trading with the Enemy, chapitre 240, 4 b) b)). Si les pétitionnaires von Heyer et von Prince résidaient en Allemagne pendant la guerre, c'est par suite d'un acte du gouvernement lui-même; le pétitionnaire von Gebhardt se trouvait dans un camp d'internement en Rhodésie de 1939 à 1947 et von Lekow, sujet britannique, vivait dans le Territoire du Tanganyika.

/...

2. M. Grattan-Bellew, Représentant spécial de l'Autorité administrante pour le Territoire sous tutelle du Tanganyika, a déclaré qu'Otto Werner "avait entièrement dissimulé le fait qu'il était citoyen dantzicois" et "n'avait pas présenté de réclamation en 1939 parce qu'il pensait, comme un grand nombre d'Allemands vivant au Tanganyika, qu'Hitler gagnerait la guerre" (voir p.3).

Comme il est mentionné dans d'autres pièces du dossier Werner, il ressort clairement des archives du Séquestre des biens ennemis concernant la Hale Plantation (T/PET.2/194 et page 7 du compte rendu analytique T/C.2/SR.335) que feu Otto Werner avait la nationalité dantzicoise et, pendant la guerre, il n'y avait pas de communications postales entre l'Allemagne, d'une part, et la Grande-Bretagne et le Territoire du Tanganyika, d'autre part.

Cependant, il a été indiqué et confirmé par des déclarations sous serment de témoins que les pétitionnaires von Heyer, von Prince et von Gebhardt, avant la déclaration de la deuxième guerre mondiale, lors de cette déclaration et après, avaient fait état de leur nationalité dantzicoise auprès des autorités compétentes et leur avaient présenté des passeports dantzicois en règle; ils l'avaient fait avant l'internement (dans le cas de von Prince), au moment où ils avaient été internés et pendant leur internement (von Prince, von Heyer, von Gebhardt : pétition de von Prince du 23 décembre 1955, T/PET.2/199, p.2, II, par.1, annexes F et G à l'annexe C; pour von Heyer, voir T/COM.2/L.28 et la pétition supplémentaire du 22 décembre 1955, p.3, II, par.1, 1), annexe 3 et p.4, par.2, annexe 4; pétition de von Gebhardt du 17 décembre 1955, T/PET.2/201, p.3, d), 2, annexe E, annexe F, p.4 e) et annexes G, H, F, I). Le fait que les pétitionnaires aient mentionné leur nationalité dantzicoise revêt une importance particulière eu égard au raisonnement rapporté ci-dessus, que M. Grattan-Bellew, Représentant spécial de l'Autorité administrante pour le Territoire sous tutelle du Tanganyika, a tenu au sujet de feu Otto Werner; en effet, lors de la saisie et de la liquidation des biens en question, le Gouvernement du Tanganyika savait parfaitement que ces pétitionnaires n'étaient pas "des ressortissants d'un Etat en guerre avec Sa Majesté" (voir Ordinance Trading with the Enemy, chapitre 240, 2 1) a) et b) ou la définition des "ressortissants allemands" donnée à la section 2 1) de l'Ordonnance sur la liquidation des biens allemands (chapitre 258)).

3. Quant à la présentation de renseignements relatifs au règlement des comptes par le Séquestre des biens ennemis, M. Grattan-Bellew a déclaré, en réponse à une

/...

question, "que les pétitionnaires auraient pu contester les chiffres relatifs aux parts dans le Hale Sisal Estate, mais qu'à sa connaissance ils ne l'avaient pas fait".

Dans une lettre du 16 juillet 1954 adressée à MM. W. P. Holder et Cie, l'Administrateur du Séquestre des biens ennemis a indiqué que conformément à la procédure fixée, il ne serait pas donné d'autres comptes détaillés.

Vers la première semaine de septembre 1954, le soussigné et M. William Peter Holder ont eu un entretien privé avec l'Administrateur du Séquestre et lui ont demandé notamment de nouveaux renseignements détaillés sur le mode de calcul de la somme en question. L'Administrateur du Séquestre a répété qu'il ne pouvait donner aucune indication en dehors de celles qui figuraient sur l'état des comptes.

Les déclarations de M. Grattan-Ellef cité aux paragraphes 1 et 2 suivant lesquelles le Séquestre des biens ennemis serait prêt à fournir des renseignements à la communauté des héritiers de feu Otto Werner ou à ses avocats sont donc inexactes.

Lors de l'entretien auquel le soussigné et un avocat, M. Holder, ont assisté au début du mois de septembre 1954 au siège de l'administration du Séquestre des biens ennemis, l'Administrateur du Séquestre s'est formellement refusé à fournir des renseignements quelconques sur le règlement des comptes intéressant Gustav von Heyer.

4. Quant à savoir si le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne peut présenter les revendications des pétitionnaires, M. Hamilton, représentant de l'Australie, qui présidait le Comité, a déclaré ce qui suit :

"Comme ils [les pétitionnaires] semblent être ressortissants de la République fédérale d'Allemagne et qu'ils y résident certainement, ils pourraient peut-être demander l'appui du Gouvernement fédéral allemand. Il se peut que l'affaire soulève certains points de droit international et le Comité n'est pas compétent dans ce domaine."

En droit, la République fédérale d'Allemagne ne peut aucunement présenter les revendications des pétitionnaires; elle n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies et n'a pas signé le Statut de la Cour internationale de Justice de La Haye. De plus, elle ne s'occuperait pas d'une affaire concernant les biens d'une personne dont les héritiers ont renoncé à la nationalité allemande et qui n'a jamais acquis cette nationalité, ce qui est précisément le cas.

Cependant, les pétitionnaires von Prince et von Heyer ont formellement renoncé à la nationalité allemande qu'ils auraient acquise conformément à la Loi du 22 février 1955 de la République fédérale d'Allemagne (voir p.7); actuellement, ils sont de nationalité dantzicoise et apatrides; von Heyer vit maintenant dans la République Dominicaine; von Gebhardt, qui possède toujours la nationalité dantzicoise, se trouve dans le Territoire du Tanganyika. Par conséquent, ces personnes ne peuvent demander l'appui du Gouvernement fédéral d'Allemagne.

5. Quant au soussigné et aux héritiers de feu Otto Werner, M. Grattan-Bellew, Représentant spécial de l'Autorité administrante pour le Territoire sous tutelle du Tanganyika, a indiqué (p.8) qu'ils étaient de nationalité allemande. Les héritiers de feu Otto Werner sont également représentés par M. W.P. Holder, du Cabinet Archer et Wilcock, de Nairobi. D'ailleurs, le soussigné, Dr Langguth, est encore citoyen de la Ville libre de Dantzig, où sa famille a vécu pendant des générations et où il ne peut retourner en raison des événements de l'après-guerre. En vertu de la Loi du 22 février 1955 de la République fédérale d'Allemagne, mentionnée par M. Grattan-Bellew (p.7), il a acquis la nationalité allemande, qu'il possède conjointement avec la nationalité dantzicoise, et qu'il ne pouvait pas refuser; sinon, en effet, conformément aux lois de la République fédérale d'Allemagne, il ne pourrait pas exercer la profession d'avocat à Hambourg.

En ce qui concerne la nationalité dantzicoise et la nationalité allemande (République fédérale d'Allemagne) des héritiers de feu Otto Werner, la situation juridique est la même que dans le cas du soussigné Dr Langguth.

6. En raison des circonstances particulières qui entourent ces affaires et qui sont exposées dans les pétitions ainsi que dans les renseignements transmis sous forme de résumé le 6 mars 1956, il serait justifié, en l'espèce, sans préjudice de la question de droit proprement dite, de compenser les pertes encourues par les intéressés au moyen d'un paiement effectué à titre de faveur, conformément à la méthode suivie par l'Autorité administrante (voir p.8).

Veuillez agréer, etc.

Signé : H. LANGGUTH